

Cote du document: EB 2012/106/R.20
Point de l'ordre du jour: 11 c) iii)
Date: 9 août 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République d'Indonésie pour le

Projet de développement des communautés côtières

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ronald Hartman
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2184
courriel: r.hartman@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent sixième session
Rome, 20-21 septembre 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments juridiques et autorité	9
VII. Recommandation	10
Annexe	
Accord de financement négocié	11
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Republic of Indonesia

Coastal Community Development Project

President's report



Carte de la zone du projet

22-02-2012

The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République d'Indonésie

Projet de développement des communautés côtières

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République d'Indonésie
Organisme d'exécution:	Ministère des affaires maritimes et de la pêche
Coût total du projet:	43,24 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	15,87 millions de DTS (équivalant approximativement à 24,2 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	1,18 million de DTS (équivalant approximativement à 2,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	15 (à 18) ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Cofinanceur:	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire
Montant du cofinancement:	6,28 millions d'EUR (équivalant approximativement à 7,8 millions d'USD)
Conditions du cofinancement:	Conditions ordinaires
Contribution de l'emprunteur/ du bénéficiaire:	7,1 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,1 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Indonésie pour le Projet de développement des communautés côtières, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Proposition de prêt et don à la République d'Indonésie pour le Projet de développement des communautés côtières

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'Indonésie, la plus grande économie d'Asie du Sud-Est, a avancé à grands pas au cours de la dernière décennie et est devenue une démocratie électorale dynamique, décentralisée et hautement compétitive, qui compte une classe moyenne en expansion rapide. Elle a bien résisté à la crise financière de 2008 et, au cours de ces dernières années, son économie a été l'une des plus performantes de la région. L'Indonésie a également réalisé des progrès marquants dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'égalité, mettant en place des politiques qui créent de l'emploi et renforcent les compétences, améliorent les services publics et les infrastructures et remédient au problème de faible gouvernance dont elle a hérité. Malgré les progrès impressionnants qui ont été accomplis, de graves difficultés demeurent, s'agissant en particulier de la lutte contre la pauvreté, qui sévit encore dans de nombreuses régions, notamment dans l'est du pays.
2. L'Indonésie vise à devenir le premier producteur ychtique du monde d'ici à 2015, ce qui suppose que le pays parvienne à tripler les niveaux actuels de production. Étant donné que la pêche artisanale représente à l'heure actuelle 92% de la production dans ce domaine, des perspectives notables s'ouvrent aux 7,9 millions de pêcheurs indonésiens considérés comme pauvres et qui représentent 25,1% du nombre total d'Indonésiens qui vivent dans la pauvreté.
3. Du fait de la grande variété des environnements physiques et culturels, les communautés de pêcheurs indonésiennes sont extrêmement diverses. Si l'économie maritime de nombre de ces communautés de populations côtières et de pêcheurs est prospère, d'autres doivent mener un combat de plus en plus âpre pour vivre de leur pêche, en raison des difficultés d'accès aux marchés et, dans certaines régions, de la diminution du volume des captures. Dans certaines communautés, des méthodes de pêche destructrices et même parfois la surexploitation ont eu des effets préjudiciables sur la base de ressources. Le secteur maritime et côtier et, plus particulièrement, le sous-secteur de la pêche artisanale représentent le lien entre la pauvreté et un environnement de plus en plus vulnérable. Les membres des communautés de pêcheurs sont souvent pauvres et fortement tributaires de la pêche artisanale dans les eaux intérieures pour leur subsistance. Dans certaines régions, le revenu tiré de la pêche est parfois insuffisant pour couvrir les besoins de base. Il est courant que les communautés de pêcheurs soient parmi les plus pauvres d'un district, notamment si elles sont situées loin des principaux marchés. Nombre de ces communautés sont les premières victimes des effets du changement climatique: un régime climatique de plus en plus irrégulier, l'érosion des côtes et la disparition progressive des récifs coralliens due à l'acidification des océans. Compte tenu de l'accès limité au capital et à l'équipement et de la hausse des coûts de fonctionnement, du recours à des méthodes de pêche destructrices et illégales et de la mauvaise gestion pratiquée par les aquaculteurs, des interventions constructives et bien gérées seraient tout à fait utiles dans ce secteur.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Les principales raisons pour lesquelles le projet de développement des communautés côtières a été proposé par le Ministère des affaires maritimes et de la pêche et pour lesquelles le FIDA devrait envisager de le financer sont au nombre de quatre: i) les communautés vivant le long des côtes et dans les petites îles¹ sont souvent parmi les plus pauvres des districts; elles sont rarement prises en compte dans les grandes initiatives de développement économique, qui sont généralement axées sur les communautés accessibles par le réseau routier principal; ii) de nombreuses communautés côtières ont fait preuve de la motivation et de la détermination nécessaires pour améliorer leur situation économique et assumer la responsabilité d'initiatives de développement, ainsi qu'elles l'ont montré dans le cadre d'une série de programmes récents; iii) la décision de l'Indonésie de développer son "économie bleue" ouvre de bonnes perspectives économiques, en particulier pour une gamme de produits marins à valeur élevée issus de l'aquaculture ou de la mariculture, qui ont un fort potentiel commercial; et iv) le projet vient directement à l'appui des politiques et priorités du gouvernement, qui sont énoncées dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et dans le Plan stratégique national pour les pêches 2010-2014.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

5. Le projet sera mis en œuvre dans les zones orientales de l'Indonésie où les taux de pauvreté sont élevés. Il visera essentiellement un nombre limité de districts, caractérisés par des milieux marins et des contextes socioculturels divers.
6. Douze districts situés dans neuf provinces ont été retenus en fonction: i) de leur capacité à participer avec succès aux activités du projet et de la détermination dont ils ont fait preuve sur le plan politique et financier; ii) de la présence du nombre requis de communautés côtières et insulaires pauvres; iii) des perspectives d'accroissement des revenus tirés de la pêche et de l'exploitation des ressources marines; et iv) des possibilités de reproduire à plus grande échelle les activités. Cette sélection représente un vaste échantillon de districts ayant la capacité de reproduire ultérieurement les interventions du projet. La prise en compte de milieux marins divers permettra au projet de faire adopter de multiples méthodes de gestion des ressources, associées au développement économique durable de la mariculture, de la pêche de capture et d'autres activités fondées sur les ressources marines.
7. Il est proposé de retenir au total dans chaque district 15 villages situés le long des côtes et dans des petites îles selon notamment: i) leur niveau de pauvreté; ii) la motivation dont ils ont fait preuve et leur participation constructive aux programmes précédents; iii) le potentiel de production et de valorisation des pêches et autres activités fondées sur les ressources marines; et iv) l'inclusion de petites îles sur chaque site. Au total, 180 villages seront ciblés. Sur le nombre estimatif de 660 ménages vivant dans un village du projet de taille moyenne, environ 60% participeront directement ou indirectement à la pêche, à l'aquaculture ou aux autres activités fondées sur les ressources marines. Au total, quelque ménages environ (soit 320 000 personnes) formeront le groupe des bénéficiaires directs.

B. Objectif de développement du projet

8. L'objectif général du projet est de réduire la pauvreté et d'améliorer la croissance économique des communautés pauvres mais actives qui vivent le long des côtes et dans les petites îles. L'objectif de développement est d'augmenter les revenus des

¹ Les communautés ciblées sont situées le long des côtes des districts sélectionnés et sur les "petites îles" à l'intérieur de ces districts; dans le présent rapport, le terme "côtier" se rapporte généralement aux côtes et aux petites îles.

familles qui participent à la pêche et aux activités fondées sur les ressources marines dans les communautés ciblées.

C. Composantes/résultats

9. **Autonomisation des communautés, développement et gestion des ressources.** Cette composante vise à permettre aux ménages ciblés de mettre en œuvre des activités économiques rentables en exploitant le milieu marin sans aucun effet préjudiciable sur les ressources. Mettant à profit la vaste expérience acquise et les enseignements tirés en Indonésie et adoptant une approche participative de la planification au niveau des villages, qui sera axée sur le développement économique fondé sur les ressources marines, la composante sera essentiellement exécutée par l'intermédiaire de groupes et d'associations au sein des communautés. Le renforcement des capacités permettra aux communautés de mettre en œuvre les activités du projet, de prendre en main leur développement et d'accéder plus facilement au soutien technique et financier apporté par le gouvernement et le secteur privé Cette composante comprend trois sous-composantes à assise communautaire: 1.1 facilitation, planification et suivi au niveau des communautés; 1.2 évaluation, planification et cogestion des ressources côtières; et 1.3 investissements villageois axés sur le marché.
10. **Appui à l'échelon des districts en faveur du développement économique fondé sur les ressources marines.** Dans les districts visés par le projet, la composante 2 devrait permettre de développer des possibilités économiques dont bénéficieront les activités de pêche artisanale/d'exploitation des ressources marines durables et axées sur le marché. Cette composante a pour objectif d'appuyer les interventions du projet au niveau des villages par des investissements complémentaires à l'échelon des districts. Ces apports de fonds sont nécessaires pour lever les obstacles qui empêchent les communautés de tirer pleinement profit de leurs investissements, et pour leur donner la possibilité d'améliorer la productivité de leurs activités halieutiques et maritimes et de tirer davantage profit de la commercialisation de leurs produits. Elle comprend deux sous-composantes: la première est axée sur l'infrastructure, l'innovation et le renforcement des capacités institutionnelles (2.1 Renforcement des capacités et investissements à l'échelon des districts); la seconde porte sur les marchés et les filières (2.2 Appui aux marchés et aux filières).
11. **Gestion du projet.** Cette composante vise à assurer la mise en œuvre des activités du projet dans chaque district, un contrôle étant exercé au niveau national; elle jette les bases nécessaires pour la reproduction et l'élargissement des activités. Les résultats escomptés sont les suivants: i) création d'un bureau de gestion du projet et de 12 unités d'exécution du projet fonctionnant de manière efficace; et ii) facilitation de la transposition et de la reproduction à plus grande échelle du projet. S'agissant des investissements, la composante 3 couvre le coût total de la gestion du projet et de la fourniture de services connexes aux communautés.

III. Exécution du projet

A. Approche

12. L'approche adoptée par le projet repose sur les quatre principaux éléments qui sont décrits ci-après.
13. L'autonomisation des communautés demeure l'une des stratégies fondamentales qui sous-tendent les programmes de développement du gouvernement. Elle influera sur le mode d'exécution du projet et constituera le principal facteur structurant de sa conception, ainsi qu'un élément de base essentiel pour que les activités d'investissement soient efficaces et interactives. L'autonomisation des communautés permettra d'améliorer la transparence et l'obligation redditionnelle en ce qui concerne l'utilisation des fonds du projet, et influera sur les méthodes adoptées pour sa gestion.

14. La stratégie axée sur le marché et les interventions connexes permettront aux ménages vivant de la pêche/des ressources marines d'augmenter leurs revenus en accroissant les bénéfiques nets durables tirés des captures et d'autres produits marins. La création de groupes d'entreprises au sein des communautés sera l'intervention essentielle qui permettra d'offrir des possibilités économiques. Ces groupes seront "l'élément moteur" des filières à potentiel élevé appuyées par le projet.
15. L'importance accordée à la pauvreté et à un ciblage favorable aux pauvres a été l'un des facteurs déterminants dans la sélection des communautés du projet. Au sein de ces communautés, la priorité est donnée aux personnes démunies qui exercent une activité et à leur participation aux activités.
16. Le fait qu'il soit prévu de transposer et reproduire à plus grande échelle les activités du projet et ses méthodes a également influé sur la sélection des districts et est à l'origine de leur diversité physique et sociale et de leur dispersion géographique, du Kalimantan occidental à la Papouasie. Cette démarche aura des répercussions sur la gestion du projet, du point de vue de la structure et du fonctionnement, et entraînera des coûts supplémentaires en matière d'exécution; toutefois, elle permettra aux districts dispersés de la zone du projet de devenir des pôles régionaux de mise à l'essai d'une série de solutions dans des communautés diverses et essentiellement pauvres.

B. Cadre organisationnel

17. Le projet sera mis en œuvre sous l'égide du Ministère des affaires maritimes et de la pêche, les districts assumant la responsabilité générale de l'exécution. Les villages seront toutefois chargés de gérer la mise en œuvre des activités du projet.
18. Au niveau central, le ministère nommera au sein de la Direction générale des ressources marines, des côtes et des petites îles, une équipe qui formera le bureau de gestion du projet et sera chargée de donner des conseils en matière d'exécution et d'apporter un appui à la gestion. Ce bureau facilitera les activités de planification, regroupera les plans de travail et budgets annuels, affectera les ressources, apportera un appui à l'exécution, suivra les résultats et les réalisations, et coordonnera les initiatives touchant plusieurs districts.
19. Au niveau du district, au sein de chaque bureau de district des affaires maritimes et de la pêche, une équipe formée de personnel spécialisé dirigera l'unité d'exécution du projet et sera chargée de la gestion et de l'exécution. À l'échelon des communautés, le projet constituera des groupes de travail composés de membres des ménages vivant de la pêche/des ressources marines. Les bureaux provinciaux des affaires maritimes et de la pêche et les centres techniques régionaux joueront un rôle limité mais important, à savoir veiller à ce que le projet soit conforme aux politiques et plans sectoriels, apporter un soutien technique, s'acquitter de la fonction de gestion des savoirs et faciliter l'établissement de liens avec des programmes complémentaires.
20. S'agissant de définir des orientations et d'assurer le contrôle du projet, un comité national de pilotage sera créé à l'échelon central et chargé du contrôle et de la coordination générale.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

21. La planification du projet reposera sur des processus participatifs menés dans chacun des villages sélectionnés. L'efficacité de la gestion de ces processus par les animateurs désignés par le projet dans les communautés, auxquels des ONG spécialisées et des partenaires du secteur privé prêteront appui, sera essentielle. Le processus de planification permettra d'établir des plans triennaux de développement villageois axés sur les ressources marines; ils comprendront des stratégies de gestion applicables aux zones d'exploitation des ressources côtières désignées. Les

plans de développement villageois donneront lieu à des activités d'investissement financées au titre des sous-composantes 1.2 et 1.3, et serviront de point de départ pour établir les plans de travail et budgets annuels (PTBA). Ces PTBA, ainsi que les indicateurs quantifiés fondés sur les résultats (figurant dans le cadre logique), seront utilisés pour le suivi du projet. Une enquête initiale sera réalisée au début de la première année et servira de référence pour les évaluations suivantes et pour l'examen à mi-parcours et l'examen à l'achèvement du projet.

22. Avant l'exécution, le bureau de gestion du projet mettra en place un système de suivi-évaluation (S&E) ayant l'agrément du FIDA. Ce système sera interconnecté à tous les niveaux et permettra de suivre les effets des investissements du projet sur tous les bénéficiaires et les principales parties prenantes. Les rapports établis dans le cadre du système de S&E porteront sur les aspects financiers et matériels et satisferont aux prescriptions du gouvernement et du FIDA en la matière, s'agissant notamment des données du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Le S&E permettra également de suivre les progrès accomplis et l'impact/les résultats.
23. La gestion des savoirs jouera un rôle important dans les aspects de la conception du projet ayant trait au pilotage, à la transposition et à la reproduction à plus grande échelle. Elle permettra de jeter les bases nécessaires pour reproduire les activités couronnées de succès et de disposer de la capacité d'analyse voulue pour résoudre les problèmes et adapter les activités du projet en fonction de l'évolution de la situation sur le plan environnemental, social et économique dans les zones visées. Les quatre centres techniques régionaux bénéficieront d'un appui particulier en matière de gestion des savoirs, qui visera à faciliter la mise en œuvre des activités du projet y relatives et à renforcer leurs capacités dans ce domaine.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

24. Afin de recevoir les fonds à l'avance, l'emprunteur/le bénéficiaire ouvrira et maintiendra, auprès de la Banque centrale d'Indonésie, trois comptes désignés: deux libellés en dollars des États-Unis pour le prêt et le don du FIDA et un libellé en euros pour la contribution du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol). Les fonds seront transférés du niveau national vers les trésoreries de district, qui les mettront à la disposition des unités d'exécution du projet, des fournisseurs et des groupes communautaires des villages visés par le projet.
25. Les dispositions prises pour la gestion financière seront alignées sur les procédures du gouvernement, tout en tenant compte des règles et réglementations appliquées par le FIDA pour les documents relatifs aux décaissements, la passation des marchés et les audits. En raison du manque d'expérience dans la mise en œuvre de projets bénéficiant d'un financement international, notamment à l'échelon du district, on prêtera particulièrement attention au renforcement des capacités et à la formation en finance et passation des marchés. Le bureau central de gestion du projet et les unités d'exécution de district s'acquitteront des fonctions de gestion financière et seront chargés de la gouvernance générale. La responsabilité de l'exécution courante des activités incombera au personnel administratif affecté aux unités d'exécution de district, qui devra rendre compte de la performance du projet.
26. La loi nationale sur la passation des marchés (*Perpres* 54/2010) s'appliquera dans la mesure où elle est conforme aux Directives du FIDA pour la passation des marchés.
27. Conformément aux dispositions de la section 9.03 de l'article 9 des Conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets, le service national de l'audit sera responsable des audits du projet.

E. Supervision

28. Le projet sera supervisé directement par le FIDA tous les six mois. En outre, le Fonds ouvrira bientôt un bureau en Indonésie où il détachera un chargé de programme de pays.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

29. Il est prévu de déroger aux dispositions de l'article 5.01 d) en accordant un différé d'amortissement de cinq ans.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

30. Le coût total sur cinq ans est estimé à 43,2 millions d'USD, y compris les provisions pour imprévus techniques et de hausse de prix financiers et aléas d'exécution, qui s'élèvent respectivement à 3% et 5% du coût de base. L'élément relatif au change est estimé à 6,1 millions d'USD, soit 14% du coût de base.

B. Financement du projet

31. Le projet, dont le coût total s'élève à l'équivalent de 43,2 millions d'USD, sera financé par: un prêt du FIDA de 24,2 millions d'USD et un don de 2,0 millions d'USD; une contribution du Fonds fiduciaire espagnol équivalant à 7,8 millions d'USD; une contribution du gouvernement s'élevant à environ 7,1 millions d'USD, dont 2,8 millions d'USD de droits et taxes; et la contribution des bénéficiaires d'un montant équivalant à 2,1 millions d'USD.

Composantes par financeur (en milliers d'USD)

	Gouvernement		Prêt du FIDA		Don du FIDA		Fonds fiduciaire espagnol		Bénéficiaires		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Autonomisation des communautés, développement et gestion des ressources naturelles											
1. Facilitation, planification et suivi au niveau des communautés	104,5	1,8	1 337,9	22,7	-	-	4 458,6	75,6	-	-	5 901,1
2. Evaluation, planification et cogestion des ressources côtières	511,6	9,5	4 253,7	79,1	-	-	614,0	11,4	-	-	5 379,2
3. Investissements villageois axés sur le marché.	1 037,9	6,4	11 104,4	68,2	2 000,2	12,3	-	-	2 131,2	13,1	16 273,7
Sous-total	1 654,0	6,0	16 696,0	60,6	2 000,2	7,3	5 072,6	18,4	2 131,2	7,7	27 554,0
2. Appui à l'échelon des districts en faveur du développement économique fondé sur les ressources marines											
1. Renforcement des capacités et investissements à l'échelon des districts	176,4	6,4	2 409,1	87,5	-	-	166,4	6,0	-	-	2 751,8
2. Appui aux marchés et aux filières	519,0	10,0	2 827,3	54,5	-	-	1 823,0	35,1	20,7	0,4	5 190,1
Sous-total	695,4	8,8	5 236,4	65,9	-	-	1 989,4	25,0	20,7	0,3	7 941,9
3. Gestion du projet	4 740,4	61,2	2 267,6	29,3	-	-	738,0	9,5	-	-	7 746,0
	7 089,8	16,4	24 200,0	56,0	2 000,2	4,6	7 800,0	18,0	2 151,9	5,0	43 241,9

C. Résumé des avantages et analyse économique

32. Les principaux avantages du projet reviendront aux communautés participantes: les initiatives d'autonomisation des communautés permettront de renforcer leurs capacités, leur confiance en soi et leur aptitude à interagir de manière efficace avec le marché, tandis que les investissements en faveur de sous-projets rémunérateurs et d'infrastructures amélioreront les débouchés économiques et commerciaux. Dans

les 180 villages ciblés, quelque 70 000 ménages vivant de la pêche/des ressources marines (soit 320 000 personnes) tireront profit du projet. Le taux de rendement financier interne et le taux de rendement économique interne (15% et 19,6% respectivement) sont prometteurs.

D. Durabilité

33. Le projet sera mis en œuvre dans le cadre du marché/secteur privé; il soutiendra des groupes axés sur le développement des entreprises qui financeront les activités avec leurs propres ressources, si elles donnent de bons résultats, une fois le projet achevé. De même, le processus d'autonomisation aidera les communautés à accomplir des progrès, leur permettant de poursuivre les initiatives de développement et donc de devenir plus autosuffisantes. En outre, le projet mettra en place un cadre de gestion et de cogestion des ressources, ainsi que des mesures visant à créer une base de ressources durable qui permettra aux communautés de tirer à l'avenir des profits sûrs des activités de pêche et de mariculture et de faire face aux menaces liées au changement climatique et à ses effets.

E. Identification et atténuation des risques

34. Trois principaux risques ont été identifiés et une stratégie bien définie a été mise au point pour les atténuer.
35. **Dispersion géographique et mise en œuvre progressive du projet.** La répartition géographique des districts reflète le caractère expérimental du projet et la nécessité d'intervenir dans des environnements variés sur le plan des ressources marines, et du point de vue économique et social, afin de faciliter la transposition et la reproduction à plus grande échelle. Afin d'atténuer le risque lié à cette dispersion, il est prévu: i) d'entreprendre les activités de démarrage importantes six mois avant l'entrée en vigueur du projet, en utilisant les ressources que le gouvernement a déjà affectées au projet pour 2012; et ii) de mettre en œuvre les activités sur une petite échelle au cours de la première année, en exécutant le projet dans seulement trois villages sur les 15 prévus par district, dans les communautés les plus dynamiques qui ont déjà mené à bien des projets analogues fondés sur la facilitation au sein des communautés. Cela permettra aux autres villages, aux agents de mobilisation sociale et à la direction du projet de tirer des enseignements.
36. **Pression exercée sur les ressources marines.** Tout indique que, dans de nombreuses régions, les ressources sont surexploitées, mais tous les types de pêcheries ne sont pas concernés. Les statistiques nationales confirment que, si les poissons démersaux et les gros poissons pélagiques sont surexploités, ce n'est absolument pas le cas des petits pélagiques, qui sont particulièrement importants pour les pêcheurs artisanaux. Dans la plupart des zones du projet, l'exploitation de ces poissons est actuellement limitée. En outre, la stratégie du projet et les investissements des groupements d'entreprises seront axés essentiellement sur l'aquaculture, la mariculture et la culture de plantes marines, plutôt que sur la pêche de capture. Dans les zones où la pêche de capture est la seule option viable, en raison des caractéristiques de la côte et des eaux adjacentes, le projet gèrera l'effort de pêche supplémentaire de manière à éviter tout effet préjudiciable sur les stocks de poissons. Dans cette optique, une intervention importante en faveur de la gestion des ressources marines est prévue (sous-composante 1.2), des dispositions devant être prises en vue d'une cogestion dans tous les villages visés par le projet.
37. **Reproduction à plus grande échelle et transposition.** On ne peut écarter le risque que les autres villages et districts ne reconnaissent pas quels avantages peuvent être tirés des activités du projet et ne soient pas suffisamment motivés pour les entreprendre, ou ne disposent pas des fonds nécessaires. Un certain nombre de mesures sont prévues dans la conception pour atténuer ce risque, notamment: i) d'autres villages et agents des pêches seront associés à l'exécution du projet moyennant des visites d'initiation, la participation aux différentes phases de la mise en œuvre, la diffusion des exemples de réussite et des expériences concluantes, et

les échanges entre villages; ii) le gouvernement a confirmé qu'il a l'intention d'utiliser l'expérience acquise avec le projet pour élargir son programme de subventions globales destinées à des activités mises en œuvre dans le cadre du projet, vraisemblablement moyennant l'élargissement du Program Nasional Pemberdayaan Masyarakat Mandiri (Programme pour le secteur de la pêche), et qu'il a les fonds nécessaires pour ce faire; en fait, plusieurs provinces se sont déjà engagées à financer l'élargissement des activités du programme aux districts voisins; et iii) les entreprises collectives auxquelles le projet fera appel n'auront pas besoin d'un financement de contrepartie sous forme de don pour être reproduites, car elles ont prouvé qu'un financement sous forme de prêt suffit pour assurer leur viabilité.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

38. Le projet répond à l'objectif général du FIDA, qui est de donner aux femmes et aux hommes vivant dans les zones rurales des pays en développement les moyens d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire au niveau du ménage. Il est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et à ses principes d'engagement, ainsi qu'aux politiques et procédures du Fonds applicables (telles que le SYGRI et les politiques concernant le ciblage, les entreprises rurales, le changement climatique, la finance rurale et l'engagement aux côtés des peuples autochtones).

Parité entre les sexes

39. Le projet aura un effet favorable sur la parité entre les sexes du fait de l'amélioration du revenu des femmes, notamment grâce à l'appui apporté aux activités de commercialisation, dans lesquelles elles jouent un rôle primordial, et à leur participation à l'aquaculture, en particulier à la culture des plantes marines. Une représentation équilibrée des deux sexes dans les groupes de travail villageois du projet et parmi les animateurs communautaires sera également encouragée.

Conclusions de l'évaluation environnementale du FIDA

40. Selon les procédures d'évaluation environnementale et sociale du FIDA, le projet a été classé dans la catégorie B, car il n'aura vraisemblablement aucun effet préjudiciable important sur l'environnement.

B. Alignement et harmonisation

41. Le Ministère des affaires maritimes et de la pêche a pour mission d'aménager et de conserver les zones côtières et d'encourager l'utilisation durable des ressources halieutiques et marines, en vue de favoriser la croissance économique des communautés vivant le long des côtes et dans les petites îles. En 2010, une politique globale sur les pêches, qui contient des orientations utiles pour les initiatives du projet, a été élaborée². Cette politique est articulée autour des quatre groupes de mesures ci-après: "favorables aux pauvres, favorables à l'emploi, favorables à la croissance et favorables à la durabilité"; elle sera mise en œuvre moyennant une série de stratégies, dont les plus importantes sont axées sur les thèmes suivants: "Minapolitan"³; entrepreneuriat, travail en réseau, technologie et innovation; et autonomisation et renforcement des capacités institutionnelles des groupes communautaires. Le projet repose sur des bases solides, à savoir un ferme engagement en faveur des communautés et de la réduction de la pauvreté, et la prise de conscience de l'utilité des initiatives axées sur le marché et du développement d'entreprises donnant la priorité aux groupes communautaires. Dans les stratégies du gouvernement, une large place est faite à des mesures de conservation des ressources qui visent à lutter contre les effets du changement

² Plan stratégique, Ministère des affaires maritimes et de la pêche, 2010-2014.

³ Minapolitan est un programme gouvernemental de portée nationale, géré par le Ministère des affaires maritimes et de la pêche, qui vise à créer une industrie de la pêche durable.

climatique et d'événements météorologiques tels que les récents tsunamis; plusieurs grands programmes, comme le Programme de gestion et de remise en état des récifs coralliens, traitent directement de cette question.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. Le projet a été conçu de manière à être reproduit à plus grande échelle dans le contexte des objectifs de développement de l'économie bleue que s'est fixés l'Indonésie. Le projet comprend plusieurs innovations, qui témoignent de son caractère expérimental. Les districts ont été choisis parmi ceux qui étaient les mieux adaptés aux activités du projet et à ses méthodes, ce qui explique leur diversité physique et sociale et leur dispersion géographique, du Kalimantan occidental à la Papouasie. Cette démarche permettra aux districts dispersés de la zone du projet de devenir des pôles régionaux de mise à l'essai d'une série de solutions novatrices, dans des communautés diverses et essentiellement pauvres. Elle facilitera la transposition et la reproduction à plus grande échelle dans d'autres districts d'Indonésie, en faisant connaître le projet dans les districts voisins, après l'examen à mi-parcours, et en leur permettant de comprendre les méthodes appliquées et de tirer des enseignements qui les aideront à exécuter eux-mêmes les activités.

D. Participation à l'élaboration des politiques

43. Le projet répond à la nécessité de réduire la pauvreté et d'apporter des améliorations dans le domaine de la pêche artisanale et de la production marine, moyennant l'autonomisation des communautés, le renforcement des groupes et le développement d'entreprises ayant des liens avec le marché. Il s'inscrit dans le droit fil des objectifs du gouvernement concernant l'économie bleue qui allient croissance équitable, développement et environnement. En outre, le projet permettra de s'attaquer sans plus attendre aux problèmes posés par la dégradation des ressources et le changement climatique, en remettant en état les écosystèmes marins, maintenant les services écosystémiques, sensibilisant les communautés côtières et renforçant leurs capacités.
44. Le projet mettra à la disposition du gouvernement ses données d'expérience et ses modèles de développement, ainsi que les enseignements tirés, afin que les activités puissent être transposées dans d'autres communautés côtières à l'intérieur des districts sélectionnés, et reproduites à plus grande échelle dans des districts présentant des profils analogues en matière de ressources et sur le plan social et culturel. Le gouvernement a déjà alloué des fonds à l'échelon des districts et des provinces et au niveau national, en vue de ces initiatives de transposition et de reproduction à plus grande échelle.

VI. Instruments juridiques et autorité

45. Un accord de financement entre la République d'Indonésie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
46. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalent à quinze millions huit cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (15,87 millions de DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don d'un montant équivalent à un million cent quatre-vingt-six mille droits de tirage spéciaux (1,186 million de DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire, fera à la République d'Indonésie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalent à six millions deux cent quatre-vingt-huit mille euros (6,288 millions d'EUR) (équivalent approximativement à 7,8 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement

IFAD LOAN NO. _____
IFAD GRANT NO. _____
TRUST LOAN NO. _____

FINANCING AGREEMENT

Coastal Community Development Project
(CCDP)

between the

REPUBLIC OF INDONESIA

and the

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

and the

Spanish Food Security Co-financing Facility Trust Fund

Signed in

on

FINANCING AGREEMENT

IFAD loan Number:

IFAD grant Number:

Trust loan Number:

Project Title: Coastal Community Development Project (the "Project")

The Republic of Indonesia (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Spanish Food Security Co-financing Facility Trust Fund (the Trust)

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Preamble

WHEREAS the Executive Board of the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD"), at its 100th Session approved the establishment of a Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund ("the Trust") and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee of the Trust, enter into a borrowing agreement with the Kingdom of Spain (Spain);

WHEREAS Spain and IFAD, in its capacity as Trustee of the Trust, signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010;

WHEREAS IFAD has agreed to extend a loan and a grant to the Borrower for the purpose of financing the Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

WHEREAS, on the basis of the above and other considerations, the Trust has agreed to extend a Trust Loan to the Borrower for the purpose of increasing the financing in respect of the above referred Project, on the terms and conditions set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant and the Trust shall provide a Trust Loan to the Borrower (collectively referred to as "the Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

- 1 (a) The amount of the IFAD Loan is fifteen million eight hundred and seventy thousand Special Drawing Rights (SDR 15 870 000).
- (b) The amount of the IFAD Grant is one million one hundred and eighty-six thousand Special Drawing Rights (SDR 1 186 000).
- (c) The amount of the Trust Loan is six million two hundred and eighty-eight thousand Euro (EUR 6 288 000).

2. The IFAD Loan is granted on ordinary terms according to the IFAD Reference Interest Rate.

3. The Trust Loan is granted on ordinary terms according to the IFAD Reference Interest Rate applicable to Trust Loans.

4. The Loan Service Payment Currency for the IFAD loan shall be United States dollars.

The Loan Service Payment Currency for the Trust loan shall be Euro.

5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

6. Payments of principal and interest of the IFAD loan and the Trust loan shall be payable on each 1 March and 1 September.

7. There shall be three Designated Accounts at the Bank of Indonesia for the benefit of the Lead Project Agency, one in United States dollars for the IFAD Loan, one in United States dollars for the IFAD Grant and one in Euro for the Trust Loan.

8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately seven million United States dollars, including taxes and duties estimated at two million eight hundred thousand United States dollars.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Directorate General of Marine, Coasts and Small Islands (DGMCSI), Ministry of Marine Affairs and Fisheries (MMAF).

2. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The IFAD loan and grant and the Trust loan will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: any transfer of key project staff, except in the case of unsatisfactory job

performance, shall be communicated to IFAD at least three months prior to the planned transfer.

2. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) Creation of the Project Management Office (PMO) and Project Implementation Units (PIUs) and nomination of key staff to the satisfaction of IFAD;
- (b) Preparation of the AWPB for the first year of Project Implementation and the 18 month Procurement Implementation Plan satisfactory to IFAD;
- (c) Preparation of the Project Implementation Manual satisfactory to IFAD; and
- (d) Opening of the Designated Accounts and designation of persons authorized to sign withdrawal applications.

3. The following provision of the General Conditions shall not apply to this Agreement: The provision for a grace period of three (3) years contained in Section 5.01(d) of the General Conditions shall not apply to this Agreement. The grace period shall be of five (5) years.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Director General of Debt Management
Ministry of Finance
Frans Seda Building, 2nd Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No. 1
Jakarta 10710, Indonesia

For Correspondence:

Attn: Director of Funds
Frans Seda Building, 6th Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No. 1
Jakarta 10710, Indonesia
Tel: (62-21) 3458289, 3865330
Fax: (62-21) 3812859

For Disbursements and Payments:

Attn: Director of Evaluation, Accounting and Settlements
Frans Seda Building, 7th Floor
Jalan Dr. Wahidin Raya No. 1
Jakarta 10710, Indonesia
Tel: (62-21) 3864778
Fax: (62-21) 3843712

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Fax: +39065043463

For the Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund

President of the International Fund
for Agricultural Development in its capacity as Trustee
of the Spanish Food Security co-Financing Facility
Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Borrower and three (3) for the Fund.

REPUBLIC OF INDONESIA

Authorized Representative
Title

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

President

FOR THE SPANISH FOOD SECURITY
CO-FINANCING FACILITY TRUST FUND

President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit approximately 70 000 households (direct and indirect beneficiaries), or approximately 320 000 people in twelve districts, in nine provinces in Eastern Indonesia (the "Project Area"). The twelve districts have been selected for inclusion in the project based on their ability to successfully participate in project activities, including a demonstrated political and financial commitment by the districts, qualifying numbers of poor coastal and small island communities, the potential for increasing incomes from fishing and marine operations, and the scope for scaling up activities in other districts. In addition a Learning Centre will also be established under the Project, in Badung.

2. *Goal.* The goal of the Project is: reduction in poverty and enhanced economic growth in active poor coastal and small island communities.

3. *Objectives.* The development objective of the Project is: increased household incomes for families involved in fisheries and marine activities in poor coastal and small island communities. In support of the development objective, the project would have three outcomes, each linked to one of the project's investment components: (i) target households implementing profitable marine-based economic activities with no detrimental effect on marine resources; (ii) expansion of economic opportunities in project districts for sustainable, market-based, small-scale fisheries/marine operations; and (iii) the project is being managed efficiently and transparently for the benefit of the project's target households and communities.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

4.1 Component 1 – Community Empowerment, Development and Resource Management. The outcome from the component would be: target households implementing profitable marine-based economic activities with no detrimental effect on marine resources. The component comprises three sub-components, all of which are community based.

- i. Sub-Component 1.1 - Community Facilitation, Planning and Monitoring. The expected output is: *marine and fisheries households' development priorities identified, agreed and documented*. The sub-component would provide the basis for implementation of all project activities within the community and also establish priorities that would guide the allocation of resources under the second and third sub-components.
- ii. Sub-Component 1.2 - Coastal Resource Assessment, Planning and Co-Management. The expected output is: *community-based marine resource management areas being managed effectively*. The Sub-component focus is sustainability of project interventions for long term economic health of project communities. Not only would the project facilitate effective co-management arrangements, but critically co-management would influence the selection of project investments in enterprise groups.
- iii. Sub-Component 1.3 - Market Focused Village Development. There would be two outputs: (i) financially sustainable community enterprises created under the project, and (ii) community infrastructure implemented under the project

supporting marine-based economic activities in project villages. The Sub-Component, which represents the largest project investment, with 39% of base costs, aims to stimulate successful investments in small-scale marine-related activities that respond to specific near-term market demand and raise the profitability and scale of production from sustainably managed marine resources.

4.2 Component 2 - District Support for Marine-Based Economic Development. The outcome of the Component would be: expansion of economic opportunities in project districts for sustainable, market-based, small-scale fisheries/marine operations. The aim of this component is to support the project's village-level interventions with complementary investments at the district level. The district investments are needed to remove constraints faced by the communities to realising the full benefits from their investments; and to open opportunities for communities to improve the productivity of their fishing and marine activities and capture greater benefits from marketing their products. The component comprises two sub-components, the first focuses on infrastructure, innovation and building institutional capacity; the second on markets and value chains.

- i. Sub-Component 2.1 - District-Level Investment and Capacity Building. The expected output from the sub-component is: *improved infrastructure and services supporting small scale fishing and marine activities established in the project districts*. The sub-component aims to: (i) facilitate investment in district-level marine infrastructure and services, often through public-private partnerships, in support of the small-scale fisheries and mariculture/aquaculture for the target communities; (ii) provide scope for the district fisheries offices to develop and implement new and innovative approaches on a limited/pilot scale; (iii) improve the capacity of the district, civil society and the business community. Opportunities for further capacity building will be reviewed at Mid-Term Review; and (iv) facilitate scaling up of project activities and approaches in other coastal villages in the district and in similar and often adjacent districts.
- ii. Sub-Component 2.2 - Market and Value Chain Support. The expected output is: *increased participation and earnings by small scale fishers and marine producers from prioritized high potential products in each project district*. The objective is to create opportunities for enterprise groups and individual households in target villages to profitably invest in production and first-stage marketing of sustainable, high potential marine products linked to market demand. This would be primarily achieved by implementing selected systematic interventions to create mutually profitable win-win opportunities between buyers and producers and remove other critical bottlenecks.

4.3 Component 3 - Project Management. The expected outputs are: (i) PMO and 12 PIUs established and operating effectively, and (ii) replication and scaling up of the project facilitated. This component provides for implementation for the range of project activities in each district, with national oversight, and lays the foundation for replication and extension of project activities.

II. Implementation Arrangements

1. The project will be implemented under DGMCSI, with the districts taking the main implementation responsibility; however, the villages would assume a major part of the responsibility for managing implementation of their project activities.
2. At the central level, the Lead Project Agency will appoint a team within DGMCSI to staff the PMO which would be responsible for guiding project implementation and providing management support. Key personnel for the PMO may be appointed from other relevant agencies. The PMO would facilitate planning processes, consolidate annual plans and budgets, allocate resources, provide implementation support, monitor results and achievements and coordinate multi-district initiatives.
3. At district level, a team of dedicated staff within each District Marine Affairs and Fisheries Agency would form the PIUs and be assigned the responsibility for project management and implementation. Key personnel for the PIUs may be appointed from other relevant agencies. The district project team would be supported by two full time contracted experts – the District Technical Expert and District Market and Enterprise Development Specialist – who would support a team of community facilitators, one based in each village. While the regent (or Bupati) has overall titular responsibility for the project at district level, the head of the district fisheries administration (Dinas Kelautan dan Perikanan, or equivalent names that are directly responsible to MMAF), who is responsible to the Bupati, would have the overall financial responsibility for project funds at the district level. A full-time project Executive Secretary, appointed as a Deputy Director of the Dinas and responsible to the Kepala Dinas, would have full operational responsibility for project activities and would be the de facto project manager at the district level.
4. In the communities, the project set-up would involve the establishment of a project working group that would be selected from among the fishing/marine based households. Each village project working group would be constituted by five persons, each of who would be elected by the participating village households, with at least two members of the group being women. Consistent with the arrangements under PNPM, the working group would be legalized by the Village Head and registered with the *Dinas Kelautan dan Perikanan*.
5. The province (Provincial Marine Affairs and Fisheries Agencies) and Regional Technical Centres/Support Office of DGMCSI (BPSPL/BKKPN) would play a limited but important role in the project. As well as fulfilling its regular monitoring, evaluation and technical support roles, they would help ensure that the project is consistent with sector plans and policies, provide technical support, fulfil a knowledge management function and help to facilitate linkages with complementary programmes.
6. For the purposes of project oversight and guidance, a National Steering Committee (NSC) would be established at central level to ensure project oversight and overall coordination. In each district, a District Reference Group (DRG), with representatives from the existing technical working groups, would be established comprising District Marine Affairs and Fisheries Agencies, other relevant *Dinas*, *Bappedas*, and other parties including, but not limited to representatives from universities, NGOs and private sector players. Membership to DRGs will be limited to nine participants only.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant and the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	IFAD Grant Amount	Trust Loan Amount Allocated (expressed in Euro)	Percentage of Eligible Expenditures to be Financed
I. Vehicles , Materials and equipment	2 850 000			100% net of Taxes and beneficiaries contribution
II. Training and workshops	2 570 000		3 850 000	100% net of Taxes
III. Studies and surveys			1 800 000	100% net of Taxes
IV Technical assistance		1 186 000		100% net of Taxes
IV. Consultancy services	2 400 000			100% net of Taxes
VI. Community enterprise and Infrastructure Fund	5 350 000			100% net of Taxes and beneficiaries contribution
VII. District Fund for Supporting Small Scale Fisheries	1 100 000			100% net of Taxes
Unallocated	1 600 000		638 000	
TOTAL	15 870 000	1 186 000	6 288 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows: "Community Enterprise and Infrastructure Fund, for financing": The main characteristics of the Fund are:

(i) three types of eligible investments: enterprise groups, village-based service enterprises, and small scale economic infrastructure; (ii) demand-driven, with flexibility given to each village to decide on the relative allocation of the funds between the three types of investment, but within percentage limits; and (iii) disbursed in two tranches in each village, in year 1 and year 3 respectively.

“District Fund for Supporting Small Scale Fisheries”: (i) Supporting District Infrastructure for Small-Scale Fisheries, and (ii) Supporting District Innovation for Small-Scale Fisheries. Funding would be made available in two tranches: an initial tranche in project year one, and a second performance-related tranche after the mid-term review.

2. *Start-up Costs*. Withdrawals in respect of expenditures in Categories I, II, III, IV, V, VI, and VII incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 344 000 equivalent for start-up costs.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Means for Verification	Risks (R) & Assumptions (A)
Goal. Reduction in poverty and enhanced, economic growth among the active poor in coastal and small island communities	1. 9 900 additional HHs with improvement in HH assets ownership index 2. 40% reduction in the prevalence of child malnutrition	Quantitative baseline, mid-term review, project completion survey. Health statistics. Studies to complement indicator based data	
Development Objective. Increased household incomes for families involved in fisheries and marine activities in poor coastal and small island communities	1. The value of marine and fisheries products sold by participating households has increased by an average of 30%, compared with the pre-project level of sales. 2. 13 200 additional households for which food security have improved.	Baseline, mid-term, completion surveys Financial records of project enterprise groups Qualitative studies to complement indicators	(A) Cross section of active poor in marine and fisher households able to participate in project activities. (A) Group based collective economic activity is appropriate to social and market conditions within a large majority of project villages
Component 1. Community Empowerment, Development and Resource Management			
Outcome 1. Project communities implementing profitable and sustainable marine-based economic activities with no detrimental effect on marine resources	1. 60% of the project-funded enterprise groups are assessed to be still operating profitably by the end of the project 2. Health of marine resources maintained or improved in 80% of areas managed by project and adjacent villages	Independent assessment of enterprise performance Enterprise bank records Community perception-based resource inventory and assessment	(A) Access by project HHs to fishing grounds and aquaculture sites effectively controlled / managed (R) Fishing by commercial vessels limits catches by project fishers
Output 1.1 Marine and fisheries households' development priorities identified agreed and documented	1. 70% of fisheries/marine HHs state village plans represent their priorities (disaggregated by poverty status) 2. 50% of women state village plans represent their priorities	District project quarterly reports Village impact assessments Project M&E records Sample surveys	(R) Risk of elite capture of the planning/prioritisation process (A) Non-fisher/marine HHs in project villages do not have a disruptive influence on the planning processes
Output 1.2 Community-based marine resource management areas being managed effectively	1. 40 community-based marine resource management areas demarcated, declared and ratified (through <i>Perdes</i>) and community register of resource users established and maintained 2. Fish landing statistics from vessels based in project and adjacent villages show no decline in levels of catches	District project quarterly reports Project M&E records Reports of co-management committees in project villages Community register of resource users	(R) Management regimes will vary significantly between villages. (R) Adjacent villages refuse to participate in the projects' marine resource management activities,
Output 1.3 Financially sustainable community enterprises created under the project	1. At least 66% of supported enterprise groups and village-based service enterprises show cumulative growth of their balance sheets (i.e. net group assets) of at least 10% above the value of initial project-supported investment (including beneficiary contribution) three years after the group receives the initial project grant disaggregated by poverty ranking of member households	District project quarterly reports Project M&E records Financial records of project-supported enterprise groups (balance sheet and profit & loss statements)	(R) Limited HH assets and slow build-up of savings, limits participation of in enterprise groups A) Ratio between prices of input factors and fish remains favourable (A) Sufficient viable economic opportunities to attract interest in developing enterprise groups.
Component 2. District Support for Marine-Based Economic Development			
Outcome 2. Expansion of economic opportunities in project districts for sustainable, market-based, small-scale fisheries and marine operations	1. 5% increase in net returns by mid-term review and 10% by end of project from small-scale fisheries/marine based activities in terms of fish/marine products sold by project districts on local, national and export markets (volumes marketed/prices received)	Impact survey of small-scale fishing landings and net returns Financial records from larger fishing vessels Project M&E records	(A) Economic opportunities and investments appropriate and accessible by project HHs. (R) Larger scale fishing operations influence investments decisions
Output 2.1 Improved infrastructure and services supporting small scale fishing and marine activities established in the project districts	1. 70% of facilities, services and infrastructure financed by the project operating/available and used by small-scale fishers/marine operators in support of fishing production and marketing. † 2. 20 projects financed by District Fund for Supporting Small Scale Fisheries driving new business models and benefiting target villages	Survey of fishing/marine HHs in project villages Project M&E records Audits of project enterprises and infrastructure	(A) District staff are motivated and actively commit their time to implementation of the project